

ACADÉMIE SUISSE DES SCIENCES MÉDICALES

SCHWEIZERISCHE AKADEMIE

DER MEDIZINISCHEN WISSENSCHAFTEN

ACADEMIA SVIZZERA DELLE SCIENZE MEDICHE

La personne âgée dans un foyer

Recommandations concernant son statut,
son mode de vie
et les soins dont elle a besoin



I. I n t r o d u c t i o n

Il incombe à toute personne âgée d'aménager sa propre existence. Si les forces physiques ou psychiques lui font défaut pour y parvenir, elle a alors besoin de personnes qui l'assistent et l'aident avec dévouement et compréhension. Cela vaut tout particulièrement pour les personnes âgées résidant dans des foyers.

Est réputé foyer, au sens des présentes recommandations, toute institution au sein de laquelle sont logées, durablement et moyennant paiement, des personnes ayant atteint l'âge de l'AVS et qui, en règle générale, n'ont pas de lien de parenté avec les propriétaires ou dirigeants du foyer.

Ces recommandations doivent être respectées dans toute la mesure du possible lorsque des personnes âgées séjournent longuement dans un hôpital avant leur admission dans un foyer.

Ces foyers jouent un rôle d'une importance décisive dans la société contemporaine. Ce rôle consiste à assurer une existence digne à des personnes dont l'indépendance est restreinte à la suite du vieillissement naturel ou dû à la maladie.

Toutes les personnes travaillant dans une telle institution ou qui sont responsables du bien-être de ses pensionnaires devraient accomplir leur tâche en étant personnellement concernées par la condition de la personne âgée. Les présentes recommandations sont donc destinées à celles et ceux qui s'en occupent.

II. R e c o m m a n d a t i o n s

Pensionnaires d'un foyer

1. Admission dans un foyer

L'admission dans un foyer ne doit avoir lieu que lorsqu'ont été épuisées toutes les possibilités raisonnables de prestations d'assistance ambulatoires qui permettent à une personne âgée devenue dépendante de continuer à vivre dans son propre logement. Il importe toutefois que l'admission ne soit pas trop retardée, afin que la personne puisse être encore en mesure de s'intégrer dans le hôte.

Avant l'admission dans un foyer, il importe de clarifier soigneusement si les prestations envisagées répondent aux besoins de la personne âgée.

Dans toute la mesure du possible, les personnes âgées, même lorsqu'elles sont psychiquement handicapées, devraient pouvoir, avant leur admission, faire connaissance avec les responsables du foyer et l'organisation de l'institution.

2. Protection de la personnalité

En leur qualité de pensionnaires d'un foyer, les personnes âgées doivent pouvoir conserver leur intégrité personnelle et y être reconnues comme individus à part entière.

Elles doivent pouvoir y mener une existence normale et active en rapport avec leur personnalité et leur état de santé.

Leurs anciennes habitudes et leur rythme de vie habituel doivent être respectés autant que faire se peut.

3. Autodétermination

Dans les limites de leurs facultés et possibilités, les pensionnaires d'un foyer doivent pouvoir exercer leurs droits personnels et leurs droits civiques. Il faut en particulier qu'ils puissent disposer de leur revenu et de leur fortune.

Il convient de leur permettre d'assumer des responsabilités et de prendre des risques. Il importe également qu'ils aient la possibilité de quitter le foyer.

4. Participation et droit de recours

En principe, il y a lieu de faire participer les pensionnaires d'un foyer au processus de décision relevant de l'exploitation du foyer et concernant d'autres questions qui les touchent directement.

Les pensionnaires d'un foyer doivent pouvoir se plaindre à la direction du foyer, à la commission administrative du foyer ou à l'autorité de surveillance, sans devoir craindre des représailles.

5. Obligations

Les pensionnaires du foyer doivent se conformer aux conventions régissant les conditions de leur séjour au foyer ainsi qu'au règlement de maison. Ils doivent faire preuve de tolérance et d'égard envers les besoins et particularités des autres pensionnaires.

Ils doivent se comporter correctement envers les copensionnaires et le personnel et ne pas chercher à leur imposer des exigences déraisonnables.

6. Liens avec le monde extérieur

Il importe de permettre et de faciliter les contacts des pensionnaires avec des personnes extérieures à l'institution, afin de prévenir leur isolement et leur solitude.

Dans les limites prévues par le règlement de maison, les pensionnaires doivent pouvoir recevoir ou refuser des visites. Les heures de visite doivent être aussi larges que possible.

7. Pratique religieuse

Les pensionnaires doivent pouvoir rester en contact avec leur communauté religieuse et ses responsables.

8. Encouragement à un mode de vie actif

Les pensionnaires doivent être encouragés à rester actifs ou à le redevenir. Il faut leur donner l'occasion d'exercer des activités appropriées au sein ou à l'extérieur du foyer. Lorsque les pensionnaires ont besoin de soins, il convient de les soigner selon les principes visant à maintenir leur indépendance fonctionnelle.

9. Soins médicaux

En cas de maladie, les pensionnaires ont le droit de bénéficier en temps utile des examens, des traitements et de la réhabilitation appropriés. Dans toute la mesure du possible, ces mesures doivent être prises par le médecin de leur choix, d'entente avec les participants directs aux soins, et elles doivent viser au maintien ou au rétablissement d'une qualité de vie optimale.

Les soins médicaux assurés à tous les pensionnaires doivent en règle générale être coordonnés de manière interdisciplinaire par un médecin-conseil, attaché au foyer et ayant de bonnes connaissances en gériatrie. Ce médecin-conseil assume en particulier la responsabilité de l'organisation d'une permanence médicale de garde et d'urgence. Les pensionnaires ont droit de recevoir des soins dentaires réguliers du médecin-dentiste de leur choix, ce praticien disposant de bonnes connaissances de la gérodonologie.

10. Accompagnement dans la dernière phase de la vie

Le pensionnaire a le droit d'être soigné et accompagné de manière personnalisée jusqu'au terme de son existence et de mourir dans la dignité.

Les directives de l'Académie suisse des sciences médicales sur l'euthanasie doivent être observées.

B. Personnel

Tous les collaborateurs du foyer doivent s'efforcer d'identifier les différents besoins des personnes âgées et d'en tenir compte de façon individuelle, pour autant que cela ne s'avère pas dommageable pour les intéressés ou pour des tiers. Les collaborateurs doivent apprendre à traiter des situations qui n'ont pas de solution.

Une attitude compétente, compréhensive et coopérative ne peut être exigée qu'à la condition que les collaborateurs soient suffisamment qualifiés et nombreux pour accomplir leurs tâches, notamment celles relatives aux pensionnaires. La qualité du travail dans l'exercice de toutes les fonctions est à maintenir par le perfectionnement professionnel et la formation continue.

Le personnel doit se protéger en cas d'exigences déraisonnables émanant des pensionnaires, et ne doit pas y donner suite.

C. Surveillance des foyers

Il est indispensable de surveiller et de contrôler les foyers. Les cantons devraient s'en assurer par la voie de leur législation et veiller à ce que celle-ci soit appliquée.

Les commissions et autorités exerçant la surveillance sur les foyers pour personnes âgées assument en dernier recours la responsabilité du bien-être des pensionnaires.

Chaque foyer devrait faire l'objet d'un contrôle régulier sous forme de visites à l'improviste permettant de s'assurer que la direction, les conditions de logement, l'hygiène, la nourriture, l'encadrement ainsi que les soins médicaux et médico-dentaires sont conformes à ce que l'on est en droit d'attendre.

La surveillance du financement, des prix de pension et autres taxes, de la réglementation des compétences respectives ainsi que la transparence des structures de direction et de gestion revêtent une grande importance.

Les organes de surveillance doivent attirer l'attention de la direction du foyer sur les lacunes et déficiences constatées et inciter à prendre les mesures nécessaires pour y remédier. Ils établiront un rapport écrit destiné à l'autorité compétente et portant sur leurs constatations. Lorsqu'il n'est pas remédié aux lacunes et déficiences constatées, l'autorité compétente doit prendre les mesures qui s'imposent.

III. Commentaires

A. Pensionnaires

1. Admission dans un foyer

Dans tous les cas, l'admission au foyer constitue un événement déterminant. Il faudrait donc que le moment de l'admission soit connu suffisamment tôt pour que la personne concernée et ses proches puissent s'y préparer.

Afin d'éviter des erreurs de placement, une étude préalable est nécessaire pour déterminer si les prestations offertes correspondent aux besoins particuliers; il est également indispensable de fournir une information détaillée sur l'institution entrant en ligne de compte avant l'admission. Des contacts personnels avec les responsables du foyer ont très souvent pour effet de mettre le futur pensionnaire en confiance; il acceptera alors son entrée dans le foyer sans avoir subi des pressions extérieures démesurées.

Au moment de ce changement important, la personne âgée a tout particulièrement besoin qu'on s'occupe d'elle avec dévouement et compréhension.

2. Statut, droits et obligations du pensionnaire

La direction du foyer devrait établir un bilan des aptitudes et handicaps de chaque nouveau pensionnaire, afin de pouvoir lui offrir dans une juste mesure toute l'aide dont il a besoin et favoriser ainsi la pleine expression de sa personnalité.

Il est souhaitable que la direction du foyer précise avec chaque nouveau pensionnaire et avec ses proches, qui est chargé de la

défense de ses intérêts si sa faculté de discernement est limitée par la maladie.

Lorsque le pensionnaire n'est plus en mesure de prendre lui-même des décisions concernant ses revenus et sa fortune, le représentant désigné par avance devrait alors veiller à ce que les ressources du pensionnaire soient utilisées dans son intérêt.

Le pensionnaire devrait, en tout cas, recevoir une somme d'argent qui lui permette de satisfaire ses besoins personnels de manière raisonnable et indépendante.

Tout pensionnaire devrait pouvoir bénéficier à l'intérieur ou à l'extérieur du foyer d'une personne de confiance avec laquelle il puisse s'entretenir et dont l'identité soit connue de la direction du foyer.

Les pensionnaires devraient pouvoir s'entretenir avec leurs visiteurs sans la présence de tierces personnes. En ce qui concerne le lieu et les heures de visite, il convient de veiller en particulier à ce que d'autres pensionnaires ne soient pas dérangés par celles-ci. Lorsqu'il est manifeste que certaines visites représentent une charge trop lourde pour la personne âgée, la direction du foyer peut, après un examen minutieux des circonstances, restreindre le droit de visite.

Il peut être judicieux d'offrir à la proche parenté la possibilité de collaborer aux soins donnés à un pensionnaire et, en cas de maladie grave ou d'issue mortelle, de veiller la personne âgée.

Le droit de participation des pensionnaires concerne en particulier le règlement de maison, l'organisation des activités et la participation à celles-ci au sein et à l'extérieur du foyer, ainsi que la composition des menus.

3. Nourriture

Les repas devraient être aussi variés que possible et les menus composés de telle manière qu'ils soient adaptés à l'état de santé de la personne âgée. En offrant un choix varié, il est possible de tenir compte des goûts personnels et des habitudes culturelles alimentaires. Il importe de veiller à ce que les repas servis soient appétissants et que les personnes âgées disposent de suffisamment de temps pour manger à leur rythme et à leur faim.

B. Personnel

En connaissant le passé des pensionnaires et en prenant au sérieux leur personnalité, le personnel contribue à enrichir la qualité de la vie au sein du foyer et évite que ne s'y installe un climat d'anonymat.

Une attitude compréhensive et coopérative du personnel aide, d'une part, à créer une atmosphère dans laquelle la personne âgée se sent bien intégrée dans le foyer et permet, d'autre part, au personnel de trouver sens et satisfaction dans l'accomplissement de sa tâche. Un encadrement complet et chaleureux des pensionnaires âgés implique qu'on leur consacre beaucoup de temps, même lorsqu'on a l'impression de ne pas remplir une tâche précise et de ne pas obtenir de résultats tangibles.

C. Surveillance des foyers

Des inspections et des contrôles appropriés de la part des organes de surveillance expriment à la direction du foyer l'intérêt que ces organes portent au maintien d'une bonne atmosphère. Cette surveillance doit être confiée à des personnes qui sont familiarisées avec les problèmes des pensionnaires et avec les soins dont ceux-ci ont besoin. Il y a lieu d'encourager la formation de ces personnes.

Les entretiens que les personnes chargées de la surveillance ont avec des pensionnaires et des membres du personnel permettent fréquemment de prévenir des erreurs dans la gestion d'un foyer ou d'y remédier.

Lorsque l'assignation dans un foyer constitue une mesure privative de liberté prise au titre de l'assistance, elle tombe sous le coup des articles 397 a CCS et suivants, ce qui habilite la personne ainsi assignée à résidence à faire usage des moyens d'opposition prévus par le droit fédéral.

D. Planification des besoins concernant le nombre de lits dans les foyers

Dans une région hospitalière, il faut éviter de calculer les besoins concernant le nombre de lits dans des foyers indépendamment des besoins relatifs aux lits d'hôpital, parce qu'il y a des interférences entre le nombre de lits disponibles dans ces deux catégories d'établissements. En coordonnant ces calculs, on peut éviter que de trop nombreux patients dans l'attente d'un lit dans un foyer occupent des lits d'hôpital et qu'il s'ensuive une pénurie de lits d'hôpital pour des malades de cette même catégorie d'âge.

Approuvé par le Sénat de l'ASSM le 3 juin 1988

Membres du groupe de travail

Herr Prof. Hans Schultz	Vorsitzender
Monsieur le Prof. B. Courvoisier	Président de la Commission centrale d'éthique médicale de l'ASSM
Herr Dr. Christoph Abegglen	ärztlicher Leiter des Krankenheims Gottesgnad <u>Köniz</u>
Mademoiselle Sylvia Bally	Enseignante de l'Ecole supérieure d'enseignement infirmier de la Croix-Rouge Suisse <u>Lausanne</u>
Herr Dr. iur. Peter Binswanger	Präsident des leitenden Ausschusses der Pro Senectute <u>Zürich</u>
Herr Dr. Hans-Peter Fisch	leitender Arzt des Pflegezentrums Spital und Pflegezentrum <u>Basel</u>
Madame Nicole Florio	Secrétaire adjointe du Département de la prévoyance sociale et de la santé publique du canton de Genève <u>Genève</u>
Herr Dr. Fritz Huber	Sekretär der Schweizerischen Gesellschaft für Gerontologie <u>Basel</u>

Frau Dr. Silvia Käppeli

stellvertretende Direktorin der
Kaderschule für die Krankenpflege
des Schweizerischen Roten Kreuzes
Aarau

Herr Pater Willibald Pfister

Spitalseelsorger
Kantonsspital Luzern
Luzern

Monsieur Robert Rochat

Directeur de la
Maison de repos Beau-Site
Clarens

Mademoiselle Renée de Roulet

Déleguée de l'Association suisse
des infirmières et infirmiers
(ASI)

Frau Marianne Zierath

- Leiterin des Pflegedienstes des
Kantonsspitals Basel
- Delegierte des Schweizer Berufs-
verbandes der Krankenschwestern
und Krankenpfleger (SBK)